

M. Constantin MITSOTAKIS (Premier Ministre, Grèce) : Monsieur le Président, dans cette salle qui, splendide d'elle-même, accueille une des réunions les plus remarquables de notre siècle, c'est l'histoire qui a pris place aux côtés des participants.

Dans cette salle, l'Europe façonne l'histoire qui la façonne à son tour.

Cette Europe qui a connu deux désastres ayant laissé sur ses plaines et ses monts tant de jeunes et tant d'espoirs morts, qui a connu la douleur d'une confrontation à la fois froide et dénuée de raison, c'est cette nouvelle Europe qui connaît aujourd'hui la chaleur de l'entente et de la volonté commune.

Mesdames, Messieurs, après cette fascinante renaissance intellectuelle et artistique qui, autour du 16ème siècle, a légué au monde et à l'homme tant de miracles et de merveilles, notre Europe est actuellement en train de faire de sa renaissance politique une réalité.

En effet, nous sommes tous créateurs et participants à un changement prodigieux du courant politique mondial.

Il y a eu également dans le passé des réunions que l'on a qualifiées de prestigieuses. Toutefois, la plupart d'entre elles différaient de la nôtre sur un point. Celles-là rassemblaient des vainqueurs et des vaincus. A celle-ci, il n'y a que des vainqueurs.

Nous croyons tous maintenant aux idéaux de l'homme.

Nous substituons aux empires des Etats l'empire de l'individu, de ses droits et de ses libertés.

Nos actions, nos décisions, nos attentes s'inspirent des notions colossales de démocratie et de liberté.

Nous condamnons en pratique la brutalité de l'invasion, de l'arbitraire, de la violation du droit des nations, des machinations contre l'intégrité et l'indépendance, où qu'elle se manifeste, où qu'elle persiste.

Nous respectons, dans un esprit de réciprocité, notre voisin, mais en même temps nous exerçons nos droits nationaux et nous poursuivons notre objectif qui est leur garantie, en exigeant qu'ils soient respectés par tous.

Nous renonçons à la violence, mais ne renonçons pas à l'honneur et au droit à la défense.

Dans notre environnement politique, les frontières nationales constituent des délimitations inviolables et non pas des lignes de confrontation.

Nous n'aspirons pas simplement à une nouvelle Europe. Elle est là, devant nous.

Cette nouvelle lueur jaillit dans une ville que l'on appelle, à juste titre, Ville-Lumière, dans cette magnifique métropole française qui nous accueille avec la perfection qui lui est propre.

Monsieur le Président, vingt-deux d'entre nous ont conclu un texte d'importance capitale et une déclaration qui équivaut à une poignée de main internationale.

Le Traité sur la réduction des armements conventionnels est né à Paris.

Ce n'est qu'un point de départ qui sera suivi d'améliorations conventionnelles, d'apports, d'extensions, de globalisations, de perfectionnements.

A condition, certes, que la mise en oeuvre du Traité du 19 novembre s'effectue de manière conséquente, avec bonne volonté et bonne foi.

Qu'il accroisse d'ailleurs le sentiment de la sécurité réelle de tous les Etats membres, mais aussi de ceux qui n'en sont pas encore parties. De la sécurité qui ne sera pas seulement collective, mais nationale également.

Les efforts qui ont abouti à ce texte ne seront guère justifiés si le Traité ne parvient pas à réaliser cet objectif fondamental.

Ceci dépend, naturellement, des vingt-deux d'entre nous et, plus particulièrement, de la manière dont ce Traité sera géré et mis en pratique, maintenant que s'amorce le stade de son application.

Pour sa part, la Grèce entend y contribuer en toute bonne foi et honnêteté, en insistant toutefois sur la défense de ses intérêts nationaux dans le cadre du Traité.

Tout comme elle entend s'acquitter intégralement de son devoir d'honorer le nouvel ensemble d'importantes mesures de sécurité et de confiance qui s'ajoutent aujourd'hui à la réalité européenne.

Parce que l'optimisme, les bonnes intentions, l'euphorie face au succès ne doivent pas engendrer des sentiments de complaisance et de contentement. Ils doivent, au contraire, nous inciter à intensifier nos efforts, surtout à un moment où nous savons qu'à notre époque, les visions peuvent devenir des réalités.

Mesdames, Messieurs, il existe encore dans notre monde et notre espace européen des discordances qui sont encore plus évidentes dans le climat actuel. Il est de notre devoir à tous, non pas seulement des intéressés, non pas seulement de ceux qui ont été victimes d'injustices violentes, il incombe à nous tous de contribuer à ce que la légitimité internationale, qui depuis Helsinki réalise des pas en avant, s'applique au dernier drame européen qui persiste depuis seize ans.

Ce n'est qu'ainsi que nous serons crédibles aux yeux de nos peuples et de l'opinion publique internationale qui est en droit de nous juger.

Jusqu'à quand, Mesdames et Messieurs, jusqu'à quand en vérité allons-nous fermer les yeux devant la question de Chypre ?

Jusqu'à quand allons-nous substituer à l'audace de l'action politique la solution facile qui consiste à écarter de nos priorités le problème de Chypre ?

Si au 20ème siècle, tout semble possible, concentrons-nous davantage sur l'application du droit et sur le rétablissement de la légitimité internationale avec toute la volonté, avec toute la certitude du succès.

Mesdames et Messieurs, l'aboutissement de nos travaux sera scellé par la signature d'une texte qui décrit et définit tout un monde de faits et d'idées, le monde européen. Ce monde ne se confine d'ailleurs pas à une notion géographique puisque, au-delà de l'océan, il embrasse le continent nord-américain.

Nous parlons ici d'une démocratie et des principes fondamentaux qui, émanant d'Helsinki, sauvegardent la liberté de conscience, d'expression, de foi, de choix de gouvernement et de mode de vie de nos peuples.

Nous parlons ici d'un Etat de droit, qui est à la fois nourrice et enfant de la démocratie.

Nous traitons de tout cela non point pour "cultiver le beau et les choses de l'esprit", mais parce que nous en sommes convaincus.

Seule la mise en oeuvre intégrale des textes et de nos discours constituera la preuve tangible de cela.

Il ne s'agit pas ici d'un essai platonicien. Notre oeuvre, c'est d'instaurer des institutions.

Elle crée le plus noble des engagements, celui qui va au-delà du politique : l'engagement moral.

Qu'il n'y ait plus de victimes inutiles. Qu'il n'y ait plus de cris de désespoir, d'humiliation causée par l'injustice. Qu'il n'y ait plus de bruit de canons et de sifflements de balles.

Que la force du droit triomphe à l'avenir de celle de la violence.

Les responsabilités que nous assumons sont lourdes.

Les générations futures seront nos juges.

Nous n'avons pas le droit, en contrecarrant le courant, de les décevoir; nous n'avons pas le droit, permettez-moi l'expression, de les trahir.

Nous l'avons constaté récemment : si solides que soient les socles, les statues sont ébranlées et renversées facilement. Restons donc là où l'histoire nous a placés.

La Grèce, nous l'avons déjà déclaré, s'acquittera entièrement de son devoir.

Cette Grèce, ce pays qui a instauré la paix des Jeux olympiques et l'entente des Amphictyonies, ce pays que j'ai l'honneur de représenter, tend à tous une main d'amitié.

Elle est au premier rang pour ce qui est de l'entente et du rapprochement dans sa propre région.

Je me tourne donc ici vers l'Albanie, qui observe sans participer, et exprime le souhait de se voir reçue dans l'étreinte européenne. Qu'elle n'oublie pas, cependant, que cette étreinte en est une de démocratie. Elle se doit donc de hâter le rythme de la démocratisation.

Je me tourne aussi vers nos autres voisins. Je leur demande de répondre à notre bonne volonté et de servir la cause de nos intérêts communs.

Nous sommes fermement convaincus que les Principes que nous partageons et nous proclamons tous peuvent constituer la base de la résolution des problèmes de notre région.

Mesdames et Messieurs, le caractère historique de ce moment m'incite à m'arrêter ici. Avant de le faire, toutefois, je saluerai l'Allemagne, l'Allemagne d'un seul cœur et d'une seule capitale, et, en elle, le triomphe de la volonté des peuples.

M. Mitsotakis

Je voudrais exprimer mes remerciements à tous ceux qui, indépendamment de leur fonction, nous ont permis d'être ici.

Je voudrais surtout remercier le Président de la République française, ses collaborateurs, cette ville de Paris enfin, pour tous leurs apports.

Merci, Monsieur le Président.